

Promouvoir l'Intendance Financière et Écologique



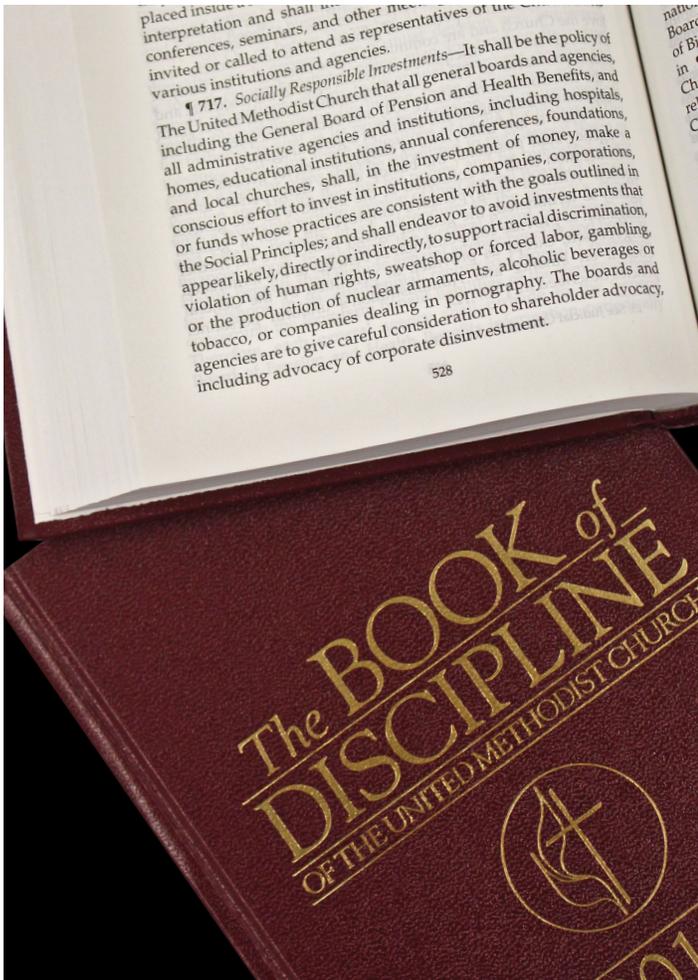
General Board

Pension and Health Benefits

Wespath 

Investment Management

Le Conseil Général des Pensions et des Assurances Médicales...



Le Paragraphe 1504 du *Livre de Discipline* demande au Conseil Général « de s'acquitter de ses obligations fiduciaires... dans le seul intérêt des participants et bénéficiaires et exclusivement dans le but de fournir des prestations aux participants et leurs bénéficiaires... »

Le Paragraphe 717 du *Livre de Discipline* nous demande de « faire un effort conscient pour investir dans des organisations, des sociétés, des entreprises ou des fonds dont les pratiques sont conformes aux objectifs précisés dans les *Principes Sociaux*. »



S'engage dans la poursuite d'investissements durables — pour s'acquitter de ses obligations fiduciaires tout en veillant à s'aligner sur les valeurs de l'Église Méthodiste Unie (ÉMU).

- **Le Conseil est un « fiduciaire ».** Cela signifie que nous sommes tenus par la loi des États-Unis d'agir exclusivement dans les meilleurs intérêts de 92 000 employés clergé et laïcs en activité et à la retraite de l'Église Méthodiste Unie et de ses affiliés, y compris des conférences annuelles en dehors des États-Unis.

Le *Livre de Discipline* reflète ce mandat dans le paragraphe 1504, demandant au Conseil « de s'acquitter de ses obligations fiduciaires... dans le seul intérêt des participants et bénéficiaires et exclusivement dans le but de fournir des prestations aux participants et leurs bénéficiaires... » Le terme « investissements durables » souligne nos attentes en matière de rendement de nos fonds d'investissement, ainsi que notre intention en termes d'un impact positif que nos investissements internationaux auront sur l'environnement et sur la société.

- **Le Conseil reconnaît la responsabilité et l'opportunité qui se présentent en vue d'examiner les effets du changement climatique dans le cadre de notre rôle, notamment de prendre soin de la création de Dieu.**

Le paragraphe 717 du *Livre de Discipline* nous demande de « faire un effort conscient pour investir dans des organisations, des sociétés, des entreprises ou des fonds dont les pratiques sont conformes aux objectifs précisés dans les *Principes sociaux*. »

Gère les investissements de retraite de nos participants tout en tenant compte des problèmes environnementaux urgents, y compris le changement climatique.

- **Nous avons mis en place une ligne directrice avant-gardiste en matière d'investissements afin de contribuer à affronter le changement climatique au niveau planétaire.**

Les communautés dans le monde sont touchées de façon disproportionnée par le changement climatique. La Banque mondiale estime que 75% à 80% des effets du changement climatique ont un impact sur les pays les moins développés. Les habitants des pays en voie de développement n'ont souvent pas les ressources pour se rétablir à la suite de catastrophes naturelles liées au changement climatique — telles que les sécheresses et inondations — qui détruisent les cultures vivrières et les habitations, causant ainsi l'insécurité



alimentaire et le déplacement. Les effets du changement climatique affectent également la santé des populations vulnérables en entraînant un impact sur la disponibilité d'eau propre et en favorisant les maladies à transmission vectorielle (par ex. le paludisme et la dengue).

Atténuer les effets du changement climatique exige un engagement à réduire les niveaux de dioxyde de carbone (CO₂) en adoptant des sources de combustibles alternatives et en réduisant notre dépendance aux énergies fossiles. Le Charbon est le combustible fossile à plus forte intensité en carbone. Nos recherches démontrent que les nations développées diminuent leur dépendance à l'électricité produite à partir de charbon (connu sous le nom de « charbon thermique ») en faveur d'autres sources de combustibles. Nous pensons que le charbon sera lourdement imposé ou considérablement remplacé dans de nombreux marchés par des sources de combustibles alternatifs. Nous avons donc mis en place une ligne directrice qui a conduit à des critères d'exclusion en matière d'investissement dans des entreprises charbonnières ainsi que certains services publics d'électricité dans les pays développés qui sont fortement tributaires du charbon.

Toutefois, nous reconnaissons également que l'accès à des sources fiables d'électricité est la clé du développement économique. Par conséquent, si nous espérons que l'énergie durable sera à terme disponible à tous, notre ligne directrice tient compte de la réalité actuelle que le charbon thermique joue un rôle important pour sortir la population de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Veuillez consulter notre *Politique de Gestion des Risques Excessifs en matière de la Durabilité* et notre *Ligne Directrice concernant les Investissements afin d'affronter le Changement Climatique (Charbon Thermique)* sur le site suivant : www.gbophb.org/climatechange.

- **Nous jouons un rôle significatif qui consiste à soutenir la transition à une économie à faible émission de carbone par l'influence que nous avons en tant qu'investisseur mondial.**

Participation des actionnaires — Nous participons activement aux dialogues continus au sujet du changement climatique

avec les plus grandes entreprises pétrolières, gazières et d'électricité cotées en bourse dans le monde. Participer à ces discussions signifie poser des questions difficiles — et exiger des réponses — concernant la viabilité à long-terme des modèles opérationnels de ces entreprises. Nous nous focalisons en particulier sur la façon dont les entreprises accroissent l'efficacité énergétique de leurs produits et de leurs opérations ; les opportunités que peuvent offrir les services et les produits à faible émission de carbone ; et sur le rôle que l'industrie peut jouer à soutenir la transformation à l'ensemble de l'économie. Nous travaillons souvent avec des investisseurs internationaux partageant les mêmes idées pour accroître l'impact de nos activités concernant le changement climatique — nos partenaires internationaux représentent plus de 25 000 milliards de dollars d'actifs gérés. Ensemble, nous travaillons en vue d'atténuer le changement climatique par le biais de coalitions d'investisseurs qui offrent d'importantes occasions pour encourager des changements positifs sur l'environnement et viables financièrement.

Mobiliser les responsables de l'élaboration des politiques — Nous prônons des « politiques intelligentes » en reconnaissant qu'on ne réussira à traiter le changement climatique que si des incitations appropriées sont établies pour influencer le comportement du gouvernement, des entreprises et des individus. Nos employés nous ont représenté à deux audiences publiques de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement en tant que la seule voix d'un investisseur, intervenant en faveur de normes en matière de carburants en vue de réduire les émissions atmosphériques produites par les automobiles — les deux normes ont été adoptées.

Nous avons également rejoint nos autres agences de l'ÉMU, d'autres investisseurs, ainsi que d'autres entreprises dans lesquelles nous sommes investis, pour appeler les chefs d'états du monde à soutenir un accord mondial sur les changements climatiques à la vingt-et-unième Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21). La COP21 s'est conclue par un accord historique pour établir un objectif à long terme en vue de maintenir l'augmentation de la température à moins de 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux pré-industriels.

- **Nous sommes constamment à la recherche de nouveaux moyens de promouvoir l'intendance financière et écologique.**

Nos fonds détiennent déjà des placements investis dans des sociétés du secteur d'énergie renouvelable et de faibles émissions de carbone – et nous continuons à investir davantage dans des entreprises qui offrent des solutions proactives au changement climatique.

(suite page 4)

Le Conseil Général des Pensions et des Assurances Médicales...

- **Nos efforts pour faire face au changement climatique sont reconnus au niveau international.**

Dans le rapport de l'indice qui évalue les 500 plus grands investisseurs du monde qui gèrent le risque climatique — *Asset Owners Disclosure Project "2015 Global Climate 500 Index"* — notre agence occupe la dixième place au niveau mondial et la troisième aux États-Unis.

- **Nous avons lancé le Fonds d'actions basé sur des valeurs sociales nommé *Equity Social Values Plus (ESVPF)* en décembre 2014.**

Ce fonds a été créé pour offrir une option d'investissement avec des critères avancés en matière de l'environnement et de droits humains, principalement basé sur un indice de sociétés déterminé par MSCI, experts indépendants.

Estime que le désinvestissement des énergies fossiles n'est pas efficace en vue de poursuivre notre travail, notamment de promouvoir l'intendance financière et écologique.

Nous reconnaissons que le « mouvement » prônant le désinvestissement dans les combustibles fossiles devient de plus en plus actif à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'ÉMU. Nous partageons totalement les préoccupations que ce mouvement manifeste pour l'environnement et la nécessité urgente de passer à l'action en matière du changement climatique — toutefois, nous ne pouvons pas appuyer ni n'appuierons-nous l'appel de ce mouvement à nous désinvestir des entreprises liées au secteur des énergies fossiles, en particulier, des « 200 plus grandes entreprises mondiales liées aux combustibles fossiles ». Notre position se base sur d'importantes considérations telles que les suivantes :

- **Le désinvestissement dans les entreprises liées aux combustibles fossiles signifie tourner le dos au défi climatique.**

Lorsqu'un investisseur cède sa participation ou vend ses actions dans une entreprise, un autre investisseur les achète. Du point de vue de l'entreprise, cela ne change rien — aucune incidence réelle ne s'est réalisée. Le désinvestissement n'a pas d'impact direct sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et/ou sur la limite de la hausse de la température planétaire à des objectifs scientifiques. L'appel au désinvestissement nous exclut du dialogue sur la manière de faire face aux enjeux du changement climatique et les effets qu'ils ont sur les communautés desservies par l'ÉMU.

- **L'analyse des investissements prudents et la prise de décisions reposent sur de multiples facteurs.**

Les réserves en matière de combustibles fossiles d'une société sont devenus l'unique critère du mouvement prônant

le désinvestissement dans les entreprises liées aux combustibles fossiles, et ce uniquement pour identifier ces entreprises en vue du désinvestissement. *Nous prenons toujours des décisions d'investissements — et nous continuerons de le faire — à l'issue d'une étude approfondie et équilibrée de toutes les activités de ladite entreprise et de sa performance financière et environnementale.*

- **La liste encourageant le désinvestissement des « 200 plus grandes entreprises liées aux combustibles fossiles » est presque uniquement axée sur les entreprises liées à l'approvisionnement des combustibles fossiles.**

Cette liste sous-représente l'aspect de la *demande*. Les centrales électriques au charbon — dont nous dépendons tous actuellement en termes d'électricité — sont la plus grande source d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂) d'origine humaine aux États-Unis. Cette liste n'en tient pas du tout compte. Et dans l'analyse du cycle de vie du pétrole « des puits aux roues » (c'est-à-dire de son extraction à son utilisation dans le secteur des transports), 80% à 90% des émissions CO₂ proviennent des moteurs à combustion — lorsque nous conduisons nos voitures. Les constructeurs d'automobiles sont absents de cette liste. *Notre approche en matière d'investissements durables est plus équilibrée et globale — et nous continuerons à traiter le changement climatique dans les secteurs responsables de l'approvisionnement des combustibles fossiles ainsi que les secteurs encourageant leur consommation.*

- **La liste encourageant le désinvestissement des « 200 plus grandes entreprises liées aux combustibles fossiles » est un outil très imprécis qui traite toutes les entreprises liées aux combustibles fossiles de manière égale.**

Cette liste ne reflète aucunement comment chaque entreprise contribue au changement climatique. Par exemple, pendant que le charbon dégage 870 grammes équivalent de CO₂ par kilowattheure d'électricité produite, le gaz naturel n'en dégage que 487 grammes. Nous continuons à maintenir une approche plus circonspecte en vue de comprendre comment sont affectés nos investissements par le changement climatique comme le montre notre *Ligne Directrice concernant les Investissements afin d'affronter le Changement Climatique (Charbon Thermique)*.

- **La dépendance aux combustibles à base de carbone est profondément enracinée dans notre société.**

Les efforts pour réduire les émissions de CO₂ exigent des stratégies qui à la fois atténuent l'impact du changement climatique et aident à s'y adapter. Il est donc illogique de dépendre des infrastructures à base d'énergies fossiles et d'illuminer nos bâtiments tout en prônant le retrait des investissements dans les entreprises qui fournissent ces services. Nous continuons à canaliser nos efforts pour soutenir la transition à une économie produisant moins de carbone le plus rapidement et efficacement que possible.

- **Les combustibles fossiles jouent un rôle essentiel dans l'accès à l'énergie pour les citoyens les plus pauvres du monde.**

Une personne sur cinq à travers le monde n'a toujours pas accès à l'électricité — un facteur majeur qui contribue à perpétuer la pauvreté, touchant tout particulièrement les femmes et les enfants. Des décisions énergiques s'imposent concernant les façons dont les populations à travers le monde peuvent accroître l'accès aux sources d'énergie, y compris les combustibles fossiles, afin de réduire la pauvreté et d'affronter le changement climatique. Nous demeurerons sensibles aux besoins des populations les plus pauvres sur le chemin de l'accès aux sources d'énergie, tout en aspirant au développement d'énergie durable et accessible à tous.



- **Il existe des conséquences géopolitiques inhérentes à la transition d'une économie dépendante des énergies fossiles — nous devons en être conscients et les affronter.**

Plusieurs pays s'appuient essentiellement sur la production des combustibles fossiles visant à générer des revenus pour financer le fonctionnement efficace de leur gouvernement, y compris des programmes desservant les pauvres et démunis. Adopter une approche qui ignore ces questions géopolitiques pourrait avoir des effets négatifs et tragiques sur l'ordre mondial contemporain. Nous jouons un rôle mondial en collaborant avec les gouvernements, les entreprises et les autres investisseurs importants en vue d'identifier des solutions viables pour relever ce défi.

- **Les entreprises liées aux combustibles fossiles doivent faire partie de la solution au changement climatique.**

Les entreprises liées aux combustibles fossiles dépensent des milliards de dollars dans la recherche et le développement chaque année, y compris dans la recherche et le développement des sources d'énergie renouvelable, et ont des milliers d'employés qui possèdent des années d'expérience et une connaissance technique approfondie en matière des marchés énergétiques. Nous continuons à mobiliser ces entreprises et les responsables de l'élaboration des politiques pour exploiter leurs connaissances institutionnelles et de l'industrie, ainsi que pour assurer l'expansion de solutions durables au changement climatique.

Est fermement convaincu que les demandes pour le désinvestissement sont incompatibles avec nos fonctions de fiduciaire selon les lois étatiques et fédérales des États-Unis.

Nous sommes actuellement le centre de deux campagnes de désinvestissement — une en matière des entreprises liées aux combustibles fossiles et une autre en matière des entreprises qui opèrent en Israël et dans les territoires palestiniens. Au fur et à mesure que des questions sociales et d'autres questions de justice se posent, la possibilité existe qu'on nous demandera de céder nos activités dans des entreprises qui ont des pratiques défavorables concernant d'autres questions qui sont naturellement importantes pour les méthodistes unis — sécurité sur le lieu de travail, vie privée et obésité, parmi tant d'autres. Nous sommes reconnaissants à toutes les personnes qui s'expriment sur des questions qui touchent notre caractère humain et notre centre moral, et qui affirment la responsabilité du témoignage social de l'Église comme le souligne nos Principes Sociaux. Notre raison d'être est de nous acquitter, au nom de l'ÉMU, de notre rôle unique et de nos obligations fiduciaires qui veillent à s'aligner sur les Principes sociaux. De multiples demandes pour cesser nos activités dans des entreprises peuvent provoquer une dérive dangereuse et ne peut qu'entraver notre capacité à diversifier nos investissements et à maximiser les rendements pour 92 000 employés clergé et laïcs en activité et à la retraite de l'ÉMU et des affiliés que nous servons.

Aligne ses activités sur les déclarations de la Conférence Générale de 2012 en matière de l'environnement.

Notamment, résolution numéro 1023, *Justice environnementale pour un futur durable* ; numéro 1031, *Résolution sur le réchauffement climatique* ; et numéro 1026, *Intendance écologique*. Nous sommes convaincus que pour être fidèles à ces résolutions, nous devons : suivre notre ligne directrice en matière d'investissement afin d'affronter le changement climatique en vue de mobiliser ou d'exclure les entreprises ; demeurer investis dans des autres entreprises qui contribuent au changement climatique et les mobiliser ; et continuer à soutenir et à investir dans la transition à une économie à faible émission de carbone.

(suite page 6)

Le Conseil Général des Pensions et des Assurances Médicales...



*Le désinvestissement
dans les entreprises liées
aux combustibles fossiles
signifie tourner le dos
au défi climatique.*

